

Publication hebdomadaire de OCHA avec l'appui du Groupe d'Information Humanitaire (HIG).

Fait saillant

- **Plus de 4 900 cas de violences sexuelles et basées sur le genre enregistrés en 11 mois dans le Maniema**
- **Grâce à un financement du Fonds Mondial, une dizaine de zones de santé bénéficieront de trois années d'appui dans la lutte contre le paludisme**

Contexte

Selon un rapport récent de la Division provinciale de genre, famille et enfant (DPGFE), plus de 4 900 cas de violences sexuelles et basées sur le genre (SGBV) ont été enregistrés de janvier à novembre 2014 dans la Province du Maniema, soit une moyenne d'environ 445 cas de SGBV chaque mois ou de près de 15 cas chaque jour. La DPGFE estime que ce nombre important de cas de violences sexuelles et basées sur le genre résulte de plusieurs facteurs, notamment la volatilité de la situation sécuritaire liée à l'activisme des groupes armés et aux opérations militaires consécutives, les pesanteurs socioculturelles sur les femmes et les enfants, ainsi que l'impunité des bourreaux du fait des arrangements à l'amiable entre parties sur les dossiers de viol et du fait du dysfonctionnement du système judiciaire.

Par ailleurs, l'antenne provinciale du Programme national de la santé de reproduction (PNSR) a rapporté que plus de 9 000 cas de grossesses précoces (moins de 18 ans) ont été enregistrés dans la province, une indication qu'il y a, selon la loi, de nombreux cas de viol sur mineur.

Le Maniema est la province congolaise avec le taux le plus élevé de prévalence au VIH/Sida (4 %) selon l'EDS 2013-2014) et est confronté à plusieurs types de contraintes dont la rupture de kits PEP, l'insuffisance de financement, la faible capacité des acteurs opérationnels, etc.

Besoins et réponses humanitaires

Santé

- Grâce à un financement du Fonds Mondial, 10 zones de santé de la Province du Maniema (Lubutu, Kibombo, Tunda, Kunda, Kasongo, Samba, Kampene, Salamabila, Lusangi et Kabambare) bénéficieront dès janvier 2015 et pendant trois ans d'un approvisionnement régulier en médicaments pour la prise en charge gratuite du paludisme en faveur d'environ 1,4 million de personnes. Selon la Division provinciale de la santé, le paludisme est la cause d'environ 65,1% des consultations enregistrées dans les structures de santé de la province depuis le début de l'année et de plus de 83% de décès. Ce programme qui sera mis en œuvre par l'ONG SANRU (Santé rurale) prévoit également la distribution des moustiquaires imprégnées dans le cadre de la prévention du paludisme. Une mission conjointe du Ministère de la Santé et de la SANRU séjourne au Maniema depuis le 12 décembre pour une évaluation des capacités de mise en œuvre.
- Dans le cadre du projet d'Appui aux soins de santé primaire (ASSP), CARITAS a formé les membres des Comités de développement de santé dans les zones de santé de Kampene, Kailo, Kindu et Alunguli sur une nouvelle approche d'appui par la participation communautaire. Cette approche consiste à répondre au besoin d'autonomisation des structures sanitaires à travers une prise en charge par les communautés bénéficiaires. Le projet renforce les capacités des communautés bénéficiaires à travers les activités génératrices de revenu pour qu'elles contribuent au fonctionnement de la structure de santé grâce à une petite cotisation mensuelle. Cette cotisation donne droit à des consultations gratuites facilitant ainsi l'accès aux soins de santé de base aux plus démunis.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

- Du 12 au 18 décembre 2014, l'ONG Rebuild Hope for Africa (RHA) avec l'appui de l'UNICEF a organisé à Kindu un atelier de renforcement des capacités sur le choléra, visant notamment à améliorer les connaissances générales des participants sur cette maladie et sur des gestes essentiels requis pour sauver des vies en cas d'épidémie de choléra. Parmi les participants, on trouve les acteurs œuvrant dans des zones de santé riveraines de Kasuku et d'Alunguli, les cadres de la Division provinciale de santé, les membres du Comité provincial d'action EHA, les membres du Service national de l'hydraulique rural, ainsi que des

employés de la Régie de distribution d'eau (REGIDESO). Cet atelier était également une occasion pour sensibiliser les différents acteurs impliqués dans la lutte contre le choléra sur le Plan de contingence contre cette maladie. Environ 10 % de la population de la ville de Kindu ont consulté pour une diarrhée simple entre janvier et novembre 2014.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Guelnoudji Ndjekoukousse, Head of Sub Office, OCHA Kindu, ndjekoukousse@un.org, tél. +243 81 70 61 215
François Mbolihinihe Likoyo, Assistant Humanitarian Affairs Officer, OCHA Kindu, mboli@un.org, tél. +243 81 68 84 795
Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 97 000 3750

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net